

Election des représentants du personnel au Conseil d'Administration de l'EP&T

Le Syndicat des P&T tient à remercier vivement tous ceux qui, lors des récentes élections, ont voté pour ses candidats. Ont été élus :

Membres effectifs : E. Kirsch, R. Hencks, G. Goergen.

Membres suppléants : J.M. Heyder, J.J. Thill, P. Clesse.

Compte tenu du fait qu'il n'y avait pas de liste concurrente, le taux de participation de 70,66 % est très appréciable et révélateur de l'attachement du personnel des P&T à son Syndicat.



Taux de participation

Attachés	82.35 %
Artisans	77.94 %
Employés publics	53.25 %
Expéditionnaires techniques	81.94 %
Expéditionnaires administratifs	75.14 %
Facteurs	77.67 %
Ingénieurs	58.54 %
Ingénieurs-techniciens	79.34 %
Rédacteurs	68.48 %
Comité de Direction	100 %

Action de protestation de l'AUPT

Au moment de l'expiration du délai pour le dépôt des listes des candidats il y avait deux listes qui avaient été présentées: celle du Syndicat des P&T et une liste de l'Association des Universitaires des P&T (AUPT).

En signe de protestation contre l'exclusion du vote des 106 employés privés de l'EP&T, l'AUPT avait présenté une liste sur laquelle figuraient trois employés privés (qui ne disposent pas du droit de vote) de sorte que toute la liste a été refusée pour vice de forme.

L'AUPT a donc attendu 10 ans avant de réagir et de protester contre une discrimination qui perdure depuis 1997 (année de l'engagement des premiers employés privés auprès des P&T).

Le plus étonnant dans cette affaire c'est que, quelques semaines avant les élections du 26 septembre 2007, le Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur a déposé un projet de loi et un projet de règlement grand-ducal pour accorder le droit de vote également aux employés privés des P&T (voir pages 9-11 ci-après)

Le conseil européen a décidé la

libéralisation du secteur postal

À partir du 01.01.2013 l'EP&T devra s'affirmer dans un marché totalement concurrentiel

Le 1er octobre 2007 le Conseil européen (Conseil Transport, Télécommunications, Energie), réuni à Luxembourg, a arrêté la libéralisation totale du secteur postal. Cette décision a été prise avec l'accord de 25 Etats membres de l'Union, une abstention, et un vote contre de la part du Gouvernement luxembourgeois.

L'ouverture du marché postal a été fixée au 31.12.2010 pour 16 Etats membres (dont tous les pays voisins du Grand Duché) et au 31.12.2012 pour 11 autres Etats membres, dont le Luxembourg.

Il s'ensuit qu'à partir du 01.01.2013 l'EP&T ne disposera plus de son actuel monopole pour la levée, la collecte, le tri et la distribution des envois postaux jusqu'à 50 grammes.

L'ouverture du marché postal à la concurrence devra, selon le Conseil européen, respecter les conditions suivantes :

- maintenir un Service Universel de qualité et la possibilité de son financement par le biais d'un fonds de compensation ;
- calculer le surcoût du Service Universel selon des critères objectifs définis ;
- mettre en place un système de licences pour les entreprises actives dans le secteur ;
- inclure des clauses concernant les conditions de travail dans les obligations de licences.

En marge du Conseil européen, ATTAC Luxembourg et le syndicat des cheminots FNCTTFEL avaient organisé une manifestation devant le centre de conférences du Kirchberg où se tenait la réunion des ministres européens pour protester contre la libéralisation postale.

Le Syndicat des P&T n'était représenté à cette manifestation que par quelques membres de son comité et une petite délégation de la Bréifdréieschgewerkschaft.

Les réserves du Syndicat des P&T vis-à-vis de cette manifestation étaient dues au fait qu'il n'était à aucun moment associé à l'organisation de cette manifestation et n'y était invité qu'en dernière minute par la FNCTTFEL.

En outre, au moment de la manifestation, la libéralisation du secteur postal était déjà irrémédiablement arrêtée et le conseil européen ne servait qu'à confirmer cet état de fait.

Il faut d'ailleurs se demander de quel droit le syndicat des cheminots veut se faire l'interprète des intérêts des postiers alors qu'il ne peut se prévaloir d'aucune représentativité auprès des P&T.

Jusqu'ici le Syndicat des P&T a su efficacement défendre les intérêts des postiers sans pour autant recourir aux déclarations tonitruantes et aux actions contre-productives auxquelles la FNCTTFEL a régulièrement recours.

Le Syndicat des P&T n'a jamais été intéressé à tenir le devant de la scène de l'actualité mais préfère défendre les intérêts de ses membres par la voie du dialogue.

Le Syndicat des P&T a suivi de près l'évolution du dossier de la libéralisation postale et a, tout au long des débats, régulièrement soumis ses remarques et critiques à qui de droit.

Ainsi, il est régulièrement intervenu auprès des diverses instances engagées dans le processus de décision (commission européenne, parlement européen, ministres et députés luxembourgeois, partis politiques). R. Hencks, membre du comité du Syndicat des P&T, avait une entrevue avec le rapporteur du projet de la directive postale du Parlement européen et il était rapporteur de l'avis du Comité Economique et Social européen qui s'était porté fort pour que le service réservé ne soit supprimé que si le financement du service postal universel était assuré (ce qui n'est pas le cas aujourd'hui).

En outre, le Syndicat avait lancé sur tout le territoire du Grand-Duché une action de sensibilisation du public en s'associant à la pétition européenne « SOS Poste ». Malheureusement cette pétition, qui a recueilli plus de 150.000 signatures, dont plus de 8.000 résidents luxembourgeois, n'a pas pu influencer les décisions politiques, ce qui en dit long sur ce qu'on se plaît à appeler la démocratie participative.

C'est donc avec grande déception que le Syndicat des P&T a pris acte des décisions en matière de libéralisation du secteur postal, prises par le conseil européen du 1^{er} octobre 2007.

Même si ces décisions font planer de sérieux doutes sur l'avenir d'un service postal public digne de ce nom, le Syndicat a tenu à remercier les ministres J.L. Schiltz et J. Krecké pour leur engagement et leurs démarches dont ils ont fait preuve tout au long des débats en faveur du maintien d'un Service Universel durable.

Le défi qui dès lors attend l'EP&T est celui d'aborder le nouvel environnement concurrentiel dans le respect de ses missions de service public tout en garantissant de bonnes conditions de travail à son personnel.

Dans ce contexte, le Syndicat des P&T a rappelé aux ministres précités son attachement aux principes directeurs suivants :

- garantir aux P&T la rentabilité de chacun de ses secteurs d'activité ;
- maintenir un service public d'excellente qualité à prester par un personnel qualifié et motivé ;

- consolider le statut d'entreprise publique ;
- maintenir les télécommunications, les postes et les services financiers postaux dans une seule entité ;
- sauvegarder le statut de droit public du personnel de l'Entreprise ;
- garantir des emplois stables et de bonnes conditions de travail au personnel en activité de service et au personnel à engager.

Ces principes devront guider les réflexions sur la marche à suivre de l'EP&T pour se positionner durablement sur le marché postal libéralisé.

Selon le ministre des communications J.L. Schiltz il s'agit désormais de mettre à profit le délai supplémentaire que le Luxembourg a obtenu pour préparer au mieux la phase de la libéralisation, et ce conjointement avec le patronat et les syndicats. Il importe notamment de mettre en œuvre la

clause sociale

prévue dans le texte de la directive et qui vise à assurer un service postal de qualité **assuré par des professionnels qualifiés dans de bonnes conditions de travail.**

Le ministre a également mis l'accent sur le fait que le texte de la directive contient l'obligation d'un maintien de points de contact postaux en région rurale et périphérique et la possibilité du financement du Service Universel par un fonds de compensation alimenté par les opérateurs.

Selon la directive, les Etats membres peuvent imposer des conditions pour la prestation des services postaux. Ces raisons sont la confidentialité de la correspondance, la sécurité du réseau en ce qui concerne le transport de matières dangereuses, le respect des conditions de travail et des régimes de sécurité sociale prévus par des dispositions législatives, réglementaires ou administratives et/ou par les conventions collectives négociées entre partenaires sociaux.

En ce qui concerne les conditions de travail, le ministre J.L. Schiltz a précisé dans une lettre adressée au Syndicat des P&T que l'ouverture du marché présuppose la fixation de conditions de travail par la voie législative ou réglementaire.

Il a demandé de régler ces questions entre partenaires sociaux de manière que, bien avant d'entamer les travaux de transposition de la directive postale en droit luxembourgeois, les mécanismes législatifs ou réglementaires afférents soient en place.

Finalement un considérant de la directive dispose que : les considérations sociales devraient être dûment prises en considération lors de la préparation de l'ouverture des marchés postaux.

Affaire à suivre

libéralisation du secteur postal

Le Financement des obligations du Service Universel

Le prestataire désigné du **Service Universel** doit assurer de manière permanente (tous les jours ouvrables du lundi au vendredi) sur tout le territoire national, à des prix abordables et d'une qualité minimum déterminée,

- la levée, le tri, le transport et la distribution des envois postaux jusqu'à 2 kg ;
- la levée, le tri, le transport et la distribution des colis jusqu'à 20 kg ;
- les services relatifs aux envois recommandés et aux envois à valeur déclarée.

En contre-partie, pour compenser le coût supplémentaire du Service Universel, le prestataire de ce service bénéficiait jusqu'ici d'un **service réservé** (monopole) pour la levée, la collecte, le tri et la distribution des lettres jusqu'à 50 grammes.

Avec la libéralisation du marché ce monopole sera supprimé au 01.01.2013.

Dans sa déclaration sur l'état de la nation le 9 mai 2007 le Premier Ministre avait déclaré : *D'Lëtzebuerger Regierung wäert géint déi Direktive stëmme well mer gäer hätten datt d'Post dee Monopol behält an déi privat Anbieter vu Postservicer der Post hir Käschte via Bedeelegung un engem Kompensatiounsfong decken.*

Le Gouvernement a tenu parole ; il a voté contre la libéralisation sans toutefois pouvoir l'empêcher, de sorte que force est donc d'en prendre acte et de se préparer par rapport aux défis à venir.

Comme la directive postale oblige néanmoins les Etats membres à maintenir un Service Universel, il se posent évidemment les questions essentielles suivantes :

1. qui doit fournir ces obligations de Service Universel ?
2. combien coûtent les obligations de Service Universel ?
3. comment financer ces obligations de Service Universel ?

1.-Qui doit fournir ces obligations de Service Universel ?

Le Gouvernement devra, dans les meilleurs délais, soumettre ses intentions concernant la méthode de désignation du (ou des) prestataire(s) du Service Universel : doit-il être désigné par voie de concurrence ou doit-il être sélectionné d'office par le Gouvernement où le régulateur ; les obligations de Service Universel doivent-elles être remplies par l'opérateur historique, en l'occurrence l'EP&T, ou un nouvel entrant sur le marché, ou plusieurs opérateurs à la fois.

Pour le Syndicat des P&T la réponse est fournie dans la déclaration précitée du Premier Ministre :

le prestataire du Service Universel ne pourra être que la seule EP&T

Si le Gouvernement s'était porté fort, lors des débats sur la libéralisation, pour que l'EP&T garde son monopole, il l'a fait parce qu'il est persuadé que le service presté par les P&T répond largement aux attentes des clients, qu'il est de bonne qualité, fiable, accessible et fourni à des prix raisonnables. La satisfaction générale des clients par rapport au services postaux luxembourgeois est d'ailleurs régulièrement confirmée par les enquêtes « Eurobaromètre » menée à l'échelon européen.

En plus, le fait que le Premier Ministre voudrait que *dei privat Anbieter vu Postservicer der Post hir Käschte via Bedeelegung un engem Kompensatiounsfong decken*, signifie qu'il ne devra avoir qu'un seul prestataire de service, en l'occurrence les P&T, et que tous les autres opérateurs privés devront contribuer au financement du Service Universel.

Finalement, et c'est certainement un argument de taille, l'EP&T peut se prévaloir d'une grande expérience, d'un centre de tri à la pointe du progrès, d'un grand professionnalisme et un personnel compétent et motivé pour assurer des services de bonne qualité à la satisfaction générale des clients.

2.- Combien coûtent les obligations de Service Universel ?

La libéralisation complète du secteur postal arrive à un moment où la situation générale du secteur (non seulement au Luxembourg) est difficile et où les opérateurs historiques doivent, à côté du financement du Service Universel, faire face à la concurrence accrue par les moyens de communications électroniques (téléphones portables, téléviseurs interactifs, Internet) engendrant une réduction du volume de courrier et des recettes afférentes.

Aujourd'hui le monopole permet un subside croisé interne pour compenser le déficit du Service Universel par des recettes provenant des activités profitables du domaine réservé. Avec la libre concurrence, la possibilité de compensation du déficit du Service Universel par des gains sur les secteurs rentables diminuera à fur et à mesure où la concurrence procédera à l'écroulement du marché en s'établissant sur les segments lucratifs pour ne laisser à l'opérateur historique que les affaires peu rentables.

Le métier postal, surtout celui de la distribution, se caractérise par une forte activité manuelle et un service à la personne. La main-d'œuvre, dans le coût du service constitue le plus souvent des frais fixes et représente la plus grande partie (+/- 80%) du coût total.

En outre, la contrainte inhérente au Service Universel d'appliquer un prix « abordable » et uniforme pour tout client, où qu'il habite, pèse lourdement sur la rentabilité; les tarifs

pour les services postaux tombant dans le champ d'application du Service Universel ne pourront donc être majorés à volonté.

3.- Comment financer ces obligations de services universel ?

Plusieurs membres du Gouvernement ont annoncé que le surcoût du Service Universel sera financé par le biais d'un fonds de compensation

Les opérateurs disposant d'une licence pour offrir leurs services sur le territoire national devront ainsi verser une contribution pour subvenir au déficit auquel doit faire face le prestataire du Service Universel.

Est-ce que cette contribution sera calculée sur le chiffre d'affaires des différents opérateurs, sur les profits, sur le nombre d'objets distribués ou s'agira-t-il d'une taxe forfaitaire ? Est-ce que l'opérateur qui assure le Service Universel doit lui aussi verser une contribution sur le chiffre d'affaires réalisé sur les services hors Service Universel ? Voilà toute une série de questions qui à l'heure actuelle restent sans réponses.

Dans le secteur postal, le recours à un fonds de compensation n'a été expérimenté que dans un seul Etat membre de l'Union européenne, en l'occurrence l'Italie, où un tel système a été un échec : les fonds collectés étaient largement insuffisants pour couvrir le déficit du Service Universel.

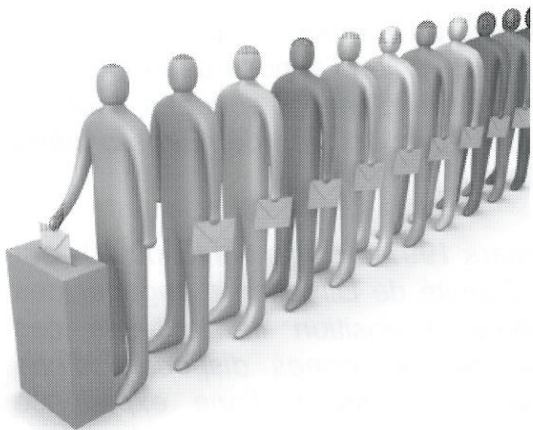
Il ne faut pas être prophète pour prédire que les opérateurs essaieront, par tous les moyens, à commencer par la mise en discussion des rémunérations pratiquées par le prestataire du Service Universel, pour payer le moins possible, si ce n'est rien du tout. En outre, y aura-t-il, dès l'ouverture du marché, suffisamment d'opérateurs pour prendre en charge le surcoût du Service Universel.

Le Syndicat des P&T a de très grands doutes que ce fonds de compensation soit une solution viable et durable.

Avant que la directive postale ne soit transposée dans le droit luxembourgeois les problèmes soulevés ci-avant doivent être résolus si l'on veut assurer durablement un Service Universel de qualité digne de ce nom.

Se référant à la recommandation du ministre J.L. Schiltz de mettre à profit le délai obtenu jusqu'à l'ouverture totale du marché postal, le Syndicat des P&T est prêt à contribuer activement à la recherche de solutions qui tiennent compte des intérêts des clients, de l'EP&T, et de son personnel.

Droit de vote actif et passif pour les employés privés de l'EP&T



Par une modification de la loi organique de l'EP&T et une modification du règlement grand-ducal concernant le mode d'élection des représentants au Conseil d'Administration des P&T tombant sous le statut de la Fonction Publique, le droit de vote actif et passif pour désigner les représentants du personnel dans le conseil d'administration de l'EP&T sera également accordé aux employés privés qui en restent toujours exclus à la date de ce jour.

Pour ce faire, les agents des P&T sont divisés en une catégorie «personnel ouvrier» regroupant les actuels ouvriers et aide-ouvriers des P&T, et une catégorie «personnel non-ouvrier» regroupant les fonctionnaires, fonctionnaires-stagiaires, employés publics et employés privés.

La procédure de désignation des représentants du personnel au Conseil d'Administration restera par contre inchangée; la Délégation ouvrière continuera à désigner son (unique) représentant (sans que les ouvriers et aides-ouvriers ne soient appelés à voter), alors que les fonctionnaires, fonctionnaires-stagiaires, employés publics et employés privés procéderont pour la désignation de leurs représentants par scrutin de liste, avec répartition des sièges aux différentes listes, proportionnellement au nombre de suffrages qu'elles ont recueillis.

Dans son avis du 15 octobre 2007, la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics a formulé les remarques suivantes :

Si la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ne peut qu'approuver que les employés privés des P&T bénéficient enfin, à leur tour, dudit droit de vote, elle ne saurait toutefois cacher son étonnement par rapport au moment choisi pour introduire cette modification alors qu'il était connu depuis longtemps que les prochaines élections auraient lieu le 26 septembre 2007.

Il s'ensuit que les dispositions modificatives en question ne s'appliqueront, au plus tôt, que lors des prochaines élections qui n'auront lieu que fin 2011.

D'ailleurs, le problème de l'exclusion des employés privés lors des élections des représentants du personnel dans le conseil d'administration de l'EP&T ne date pas d'hier, mais existe depuis les premiers engagements d'agents des P&T sous contrat de droit privé en 1997. Depuis lors, deux élections du genre ont déjà eu lieu, de sorte que force est à la Chambre de constater qu'il ne s'agit pas en l'occurrence d'un simple oubli.

En ce qui concerne l'engagement d'employés privés auprès de l'entreprise publique des P&T, la Chambre tient à relever que, selon l'exposé des motifs qui accompagne le projet de loi sous avis, "le nombre d'agents engagés sous ce statut (d'employé privé) n'a cessé d'augmenter au cours des dernières années pour atteindre le niveau de 106 agents fin 2006".

Si effectivement l'article 24.5 de la loi du 21 mars 1997 modifiant la loi du 10 août 1992 portant création de l'EP&T autorise le Comité de Direction à engager des agents par contrat de travail, cette même disposition lie toutefois ces engagements à la condition qu'il s'agisse de "personnes disposant d'une formation professionnelle avancée spéciale ou justifiant d'une expérience professionnelle particulière acquise en dehors de l'entreprise dans des domaines concernés par les activités de celle-ci".

L'engagement massif d'employés privés au cours des dernières années ne peut donc que relever d'une interprétation très large, voire abusive, de la disposition légale précitée, ceci malgré le fait que les procédures d'engagement d'agents sous le statut du fonctionnaire auprès des P&T ont été largement facilitées et que le Comité de Direction s'était engagé par écrit à limiter l'engagement d'employés privés à quelques rares exceptions.

Quoi qu'il en soit, la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics s'oppose, dans le cadre des élections des représentants du personnel dans le conseil d'administration, à la séparation du personnel de l'EP&T, d'un côté en une catégorie "personnel ouvrier", et de l'autre côté en une catégorie "personnel non ouvrier", comprenant les fonctionnaires et les employés publics et privés.

Cette classification est en effet d'autant plus étonnante que le projet de loi relatif au futur "statut unique", qui introduira un seul et même statut pour tous les salariés du secteur privé, s'applique aux employés privés ainsi qu'aux ouvriers de l'Etat pour toute disposition relevant du droit du travail.

Si donc les deux catégories d'électeurs devaient être maintenues - et il n'y a aucune raison pour le faire - les employés privés devraient bien évidemment, dans la logique du statut unique, figurer ensemble avec les ouvriers de l'Etat dans une catégorie "salariés".

La Chambre regrette par ailleurs que les représentants du personnel n'aient pas été consultés et qu'il ne soit pas profité de l'occasion pour redresser d'autres

dispositions malencontreuses en matière de désignation des représentants du personnel au conseil d'administration.

Tel est notamment le cas en ce qui concerne l'exclusion du vote passif des agents qui n'occupent pas un emploi salarié à plein temps et qui, conformément à l'article 1^{er} du règlement grand-ducal du 15 octobre 1992, ne sont pas éligibles.

Le commentaire de cette disposition précisait à l'époque que la condition selon laquelle "il faut occuper un emploi salarié à temps plein auprès de l'entreprise (par opposition à la notion d'activité de service) se justifie par le fait qu'en vertu du statut général des fonctionnaires de l'Etat, les congés de maternité et congés pour travail à mi-temps sont considérés comme « activité de service » alors que le congé sans traitement ne l'était pas.

Cette exclusion des agents travaillant à temps partiel et des femmes en congé de maternité est discriminatoire et dépassée par l'évolution; elle doit en conséquence être abolie.

Il y a dès lors lieu de remplacer l'alinéa final de l'article 1^{er} du règlement précité du 15 octobre 1992 par la disposition suivante:

"Pour être éligible, l'électeur doit en plus:

- être âgé de 21 ans au moins au jour de l'élection;*
- faire partie du personnel de l'entreprise de façon ininterrompue depuis trois années au moins à la date à laquelle la liste des électeurs est arrêtée provisoirement et bénéficier, à ce moment, d'une rémunération de la part de l'entreprise."*

En conclusion, la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics a demandé de reprendre les projets sous avis sur le métier et de les modifier et compléter dans le sens demandé, ce que le Syndicat des P&T ne peut qu'approuver.

Affaire à suivre

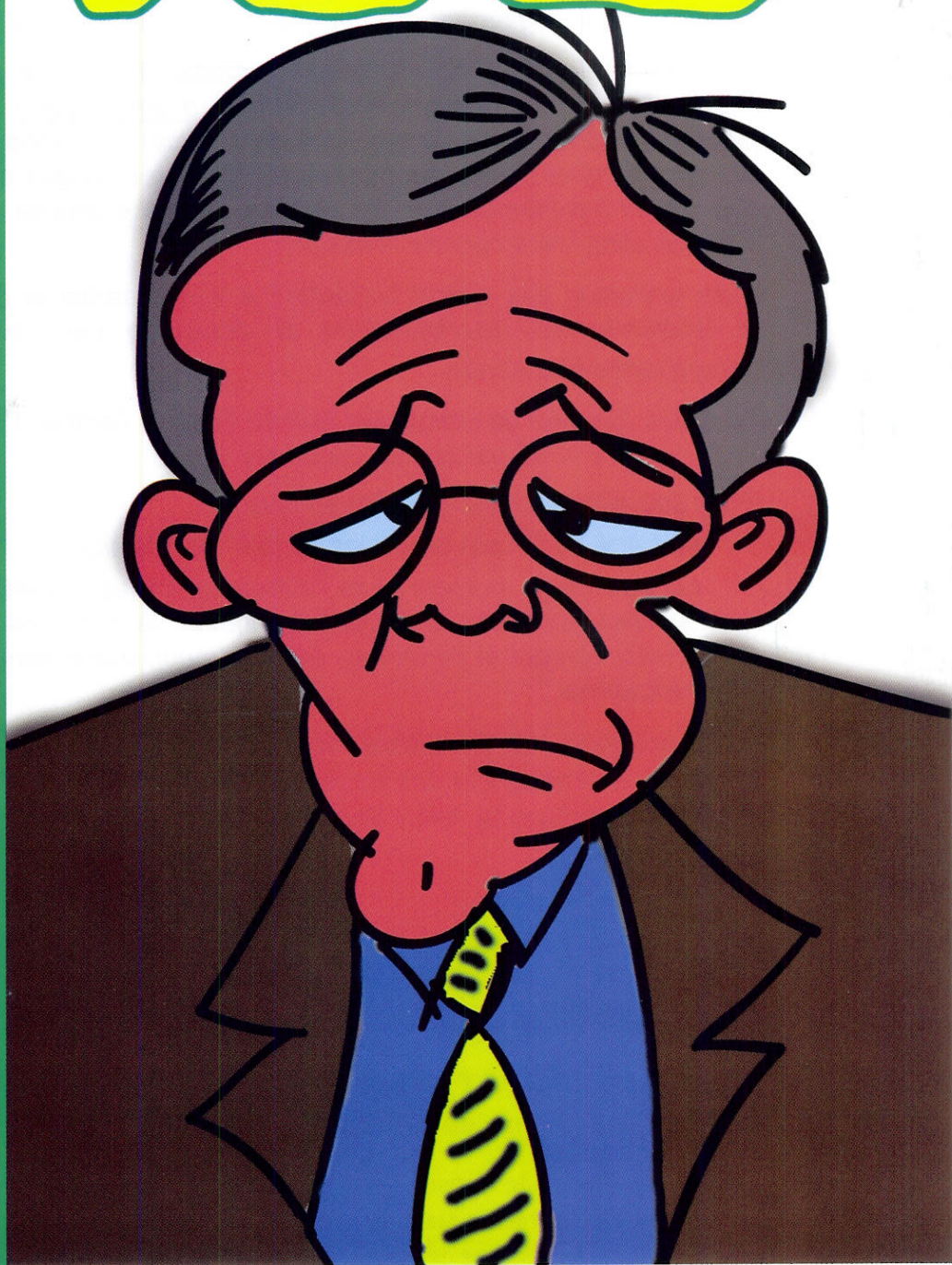
Activités en cours

- Le Syndicat des P&T est actuellement en discussion avec la Direction Générale au sujet d'une réforme du système d'évaluation.

- Le consultant Mc Kinsey vient de soumettre ses réflexions et propositions concernant l'orientation stratégique future (agenda 2008-2012) de l'EP&T. A première vue, le résultat est décevant, pour ne pas dire nul : aucune proposition innovatrice du côté des recettes (si ce n'est d'augmenter les tarifs) et des mesures draconiennes du côté des charges (réduire l'effectif et les coûts du personnel et réfléchir sur un changement du statut de l'entreprise).

Le Syndicat y reviendra lors de sa prochaine édition du Postfax

On va fêter le 15e anniversaire
de l'Entreprise publique des P & T



FÊTE DU PERSONNEL
16 février 2008



Postfix

Bulletin d'information du Syndicat des P & T
b.p. 623 L-2016 Luxembourg

LUXEMBOURG-GARE
PORT PAYE
P/S 409